

<https://collectiflieuxcommuns.fr:4430/?535-entree-en-periode-troublee>



Entrée en période troublée

- Nos textes - Brochures -



Date de mise en ligne : vendredi 30 septembre 2011

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°18 « Le mouvement grec pour la démocratie directe - Le mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale, première partie.

Elle est en vente pour 2Euros [dans nos librairies](#). Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est également possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

[index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette - MouvementGrecDemocratieDierctPremierePartie-3.jpg&taille=100&1621969978](http://index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette_-_MouvementGrecDemocratieDierctPremierePartie-3.jpg&taille=100&1621969978)

Elle est constituée des documents suivants :

- Introduction générale : Entrée en période troublée, Ci-dessous
- [Considérations sur la Grèce moderne \(C. Castoriadis\)](#)
- [Les prémisses du mouvement. 2008 - 2011 : La lente montée de l'exaspération sociale](#)
- [Récit d'un participant sur la place Syntagma](#)
- [Les assemblées générales de Syntagma : Structure et fonctionnement](#)
- [Le mouvement des places en Grèce : Les réalités grecques aux prises avec les exigences de la démocratie directe](#)
- [« Nous sommes à un stade embryonnaire de la démocratie directe »](#)

Cette brochure a donné lieu à [une réunion publique dont le compte-rendu est en ligne](#) et publié [dans la brochure 18bis](#)

Entrée en période troublée

Le mouvement de la place *Syntagma* du printemps dernier condense tous les espoirs et les dangers d'une ère de troubles qui a débuté, semble-t-il, avec le soulèvement tunisien [1]. Les assemblées d'Athènes et des autres villes grecques ont placé au coeur de leurs revendications et de leur fonctionnement le principe de la démocratie directe, c'est-à-dire la rupture avec le fonctionnement oligarchique libéral actuel. Pendant quarante jours, sous une omertà médiatique, elles ont ouvert, pratiquement, la seule issue possible aux multiples impasses dans lesquelles nous sommes tous engouffrés, mesurant du même coup la distance qui nous sépare d'une société auto-gouvernée. Qu'il s'agisse du pays même où, il y a 2.500 ans, a jailli la source qui ne cesse d'inspirer les tenants d'une émancipation toujours à commencer ne relève que du pur symbole. Il appartient aujourd'hui à l'humanité de lui donner un sens ou de le repousser dans la nuit.

Les mouvements populaires qui se succèdent et se succéderont par-tout ne sont pas les soubresauts inévitables d'une crise financière passa-gère au sein du seul ordre social possible. Il serait tout aussi erroné d'y voir le ré-veil des dominés dont les révoltes convergeraient enfin, providentielle-ment, pour assurer à l'espèce humaine on ne sait quel paradis promis. Ces deux positions, proprement mythologiques, manquent l'essentiel : la pro-fondeur des crises que nous vivons depuis une génération, et leur présente accélération, qui ouvrent une nouvelle ère annoncée depuis longtemps par la plupart de ceux qui se sont attelés à décrire les grandes tendances souter-raines. Aux « Trente Glorieuses » de l'après-guerre ont succédé plusieurs décennies de « crises » dont beaucoup ont voulu croire qu'elles n'étaient qu'un mauvais moment à passer, une pause, un accident dans la croissance permanente du « niveau de vie », du « confort » et de la « sécurité », tandis que le conflit social finissait de s'éteindre. La période qui s'ouvre maintenant marque la fin de cette illusion, en même temps que le surgissement des transformations qu'elle masquait. La qualifier d'époque de troubles per-met d'exprimer autant le caractère indéterminé de son déroulement que le bouleversement des conceptions politiques admises jusqu'ici.

Le retour de l'oligarchie

Une manière d'aborder les enjeux du moment est de s'attarder sur le terme d'« oligarchie » : cantonné jusqu'il y a peu, et à contresens, à la des-cription de la réalité russe, son apparition récente et soudaine dans les luttes comme chez les grands média s'est accompagnée d'une torsion de sens qui révèle une incapacité à penser la situation contemporaine. « Oli-garchie » est devenu la tarte à la crème pour désigner vaguement les domi-nants, les « décideurs », ceux qui nous ont mis là et dont on ne veut plus. Les uns ne veulent qu'y entendre « la classe dirigeante », voire « la bour-geoisie » afin de refourguer leurs éternels vieux schémas millénaristes, qui risquent d'ailleurs de se répandre à nouveau. Les autres y désignent ceux qui ne font que profiter de leurs privilèges plus ou moins légitimes, ne s'oc-cupant « que d'eux-mêmes, plutôt que de s'occuper de nous » [2], et attendent de bons dirigeants. On ne peut que se réjouir d'entendre les populations se décider à qualifier leur petit personnel politique en utilisant un vocable hautement pertinent - mais ce serait s'exposer à de graves désillusions que de se satisfaire de la confusion qui l'accompagne.

Car personne ne veut y voir le retournement copernicien que visaient ceux qui, comme C. Castoriadis, employaient depuis longtemps, et dans un étrange silence, ce terme politique posé par Aristote, et défini brièvement depuis comme le règne d'une minorité élue (et non tirée au sort comme c'était l'usage dans l'Athènes du Ve siècle av. J.-C.). La réalité que re-couvre le terme olig-archie, récuse la propagande jusqu'ici acceptée qui fait des régimes de type occidental des démo-craties - qu'il suffirait aujourd'hui de purger de mystérieux mauvais « élus ». Tout comme il réfute rétrospectiv-ement la vision marxiste d'une société, économique de par en part, qu'on pourrait réduire à une hiérarchie de classes sociales antago-niques où le pro-létariat serait historiquement amené à incarner le Salut de l'humanité.

C'est dire si le terme d'oligarchie, utilisé aujourd'hui à tort et à tra-vers, oblige en fait à repenser à la fois le régime social établi, le rôle des domi-nants, l'aspiration des dominés, et les rapports entre eux ; autant d'im-pensés qui se sont établis parallèlement au déclin épouvantable de ce qui se donne pour Â« théorie politique Â», académique et / ou radicale.

L'oligarchie des oligarques...

Commençons par les puissants de ce monde, sur lesquels la contesta-tion aime d'autant plus à s'attarder qu'elle rechigne à considérer ses propres fai-bles. Dire aujourd'hui qu'ils constituent une oligarchie, c'est d'abord par-tir du principe qu'ils ne forment plus une classe, pour qui s'attache en-core aux sens des mots. Ils n'investissent pas, ils misent ; ils n'entre-prennent pas, ils déconstruisent ; ils ne gèrent pas, ils pillent ; ils ne négo-cient pas, ils ra-ckettent ; ils ne combattent pas, ils détournent ; ils ne perdent pas, ils émigrent ; ils ne gagnent pas, ils *règnent* - bref, ils ne di-ri-gent pas ; ils se contentent de dominer. La corruption devenue régime so-cial, le clienté-lisme, l'exercice

consacré du pouvoir, et l'arrivisme, posture comportementale de base, sont les modalités mondialisées de cette « ré-volte des élites », excellemment décrite par C. Lasch il y a près de vingt ans [3]. Le « capitaine d'industrie » inventif, autoritaire et paternaliste, entreprenneur « shumpetérien » passionné par la création de formes novatrices et pérennes, a fait place au jeune trader libéral-libertaire, nomade et *borderline*, obsédé par le luxe et l'hédonisme marchand *high-class*, totalement nuisible du point de vue de la logique capitaliste elle-même. Aux bourgeoisies raffinées, moralistes et hypocrites [4] ont succédé des quasi-mafias obscènes et prédatrices : c'est tout naturellement qu'elles s'allient systématiquement les bandes, les gangs et les caïds pour mener leurs raids contre les peuples et leurs cultures. Il ne s'agit pas de « guerre sociale », le terme sous-entendant au moins deux camps constitués : celui de « mise à sac » décrit mieux le monopole de l'initiative. Ces traits déjà décelables depuis la « contre-offensive » sauvage de l'oligarchie, qu'elle tente depuis trente ans de faire passer pour du (néo)-« libéralisme » sont devenus évidents en France depuis l'élection de N. Sarkozy [5], et incontournables à tous via le hold-up permanent que constitue le traitement institutionnel de la crise dite financière de 2007 [6]. Réduire cette dernière à ses seules dimensions économiques serait justement manquer les implications du passage des sociétés de classes aux sociétés oligarchiques, car ce sont les mécanismes mêmes du capitalisme historique qui branlent : la course à l'accumulation, au pouvoir et à la puissance rencontraient hier des valeurs, des habitudes, des coutumes et une épaisseur sociale qui se cristallisaient en luttes acharnées, collectives ou parcellaires, qui en limitaient les effets les plus dévastateurs, voire arrachaient, en Occident, une multitude de droits historiques. La disparition du mouvement ouvrier depuis un demi-siècle a libéré le délire de maîtrise rationnelle, qu'elle soit économique ou techno-scientifique, de ses entraves culturelles, de tout contrôle empirique et de toute régulation sociale, comme elle a ôtée aux dominants toute unité conséquente. Ceux-ci ont eux-mêmes accéléré le délitement de l'Etat-nation où ils avaient trouvé pendant des siècles le cadre où exercer une souveraineté économique. La paix relative qu'a connu le monde développé dans l'après-guerre leur a laissé les mains libres pour s'acharner sur leurs populations, balayant tous les garde-fous : nos oligarchies occidentales sont libérales, au sens où de meurent des droits réels, par héritage, mais elles le sont et le seront de moins en moins. L'oligarchie est désormais seule à régner sur une dynamique emballée qui désarme jusqu'à l'imaginaire de toute dissension, condamnant à une désertion qui ne fait qu'accélérer le délitement des sociétés. De tout cela, on peut s'indigner, mais cela ne doit pas dispenser de *comprendre*. Et d'abord, de comprendre comment une telle couche parasitaire a pu s'installer.

... et processus d'oligarchisation.

En l'absence de guerre civile déclarée ou larvée, une élite ne se maintient qu'avec l'assentiment, même contrarié, du plus grand nombre - c'est ce que les « soulèvements arabes » ont rappelé aux plus distraits. Il s'agit aujourd'hui de redécouvrir que l'évolution des sociétés ne se fait jamais sans les peuples et que les formes de la domination dépendent des réactions des dominés. C'est bien là le sens incarné par l'oligarchie : l'absence de front social, de frontière tacite qui délimiterait non pas simplement des milieux économiques et culturels différents, mais bien *des projets de société antagoniques*. Les incantations à la « lutte des classes » la vident de sa signification essentielle aujourd'hui disparue : le combat collectif contre la hiérarchisation de la société. L'oligarchie est à la fois cause et conséquence de l'épuisement du mouvement ouvrier, qui porta haut cette lutte dont aucune catégorie particulière n'a jamais été dépositaire, pas plus qu'elle ne fut la résultante mécanique de conditions sociales-économiques - le projet d'émancipation fut repris par diverses catégories tout au long de l'histoire de l'Occident moderne (premiers bourgeois, classe ouvrière, femmes, minorités et jeunes plus récemment, etc.). Les « marxistes » se rasèrent en confondant l'approfondissement réel des différenciations sociales depuis une génération avec une volonté populaire quasi-inexistante d'établir un régime égalitaire. Sans doute faudrait-il leur faire (re)lire Marx et ses meilleurs disciples pour leur rappeler qu'une conscience politique ne se forme pas *ex nihilo*, mais bien au sein d'une collectivité qui s'*auto-constitue* et s'*auto-définit* dans des luttes concrètes [7]. On peut plus simplement remarquer que l'existence de couches sociales est une constante de l'histoire écrite de l'humanité, sans qu'il n'en résulte pour autant de tendance à l'auto-nomie ; tout comme l'opulence est un trait régulier des mythologies traditionnelles, sans qu'aucun partage égalitaire n'en résulte. De fait, la majorité des luttes populaires depuis l'après-guerre sur tous les continents a été mue par la volonté d'accéder au modèle capitaliste-libéral occidental ou de le conserver tel qu'il a émergé au milieu du siècle, et dont le marxisme-léninisme s'est avéré n'être qu'une des formes : une opulence matérielle croissante accompagnée de droits individuels historiquement novateurs garantis par un Etat-providence. De brefs éclats ont

fait entrevoir d'autres possibles, et on ne peut que s'en réclamer, mais ils sont restés sans lendemain et sans héritage, même s'ils n'ont pas connu de réelle défaite, comme Mai 68. Et ils ont toujours servi de soubassement à d'intenses retournements idéologiques.

C'est cela, le pivot de l'oligarchie, son moteur interne, la source de sa légitimité, que tant de « révolutionnaires » refusent de voir : l'intériorisation des fondements imaginaires des sociétés occidentales et même l'adhésion, passive sinon passionnée, à celles-ci telles qu'elles se présentent dans leur double aspect, à la fois imbriqué et incompatible, d'héritières des acquis des luttes pour l'autonomie sociale et individuelle et lieu de déploiement par excellence des mécanismes capitalistes. L'évanescence progressive du conflit social, consubstantielle à la quasi-disparition du projet de collectifs fondés sur l'égalité et la liberté, est particulièrement visible à travers le processus d'oligarchisation. Celui-ci s'est révélé être la reproduction spontanée, de moins en moins contrariée, d'appareils de direction formels ou informels dans tous les collectifs, y compris contestataires. C'est ce que certains ont appelé dès le milieu du XXe siècle la « bureaucratisation du monde », en dénonçant le cache-sexe économiste qui rationalisait une telle dépossession. Ce phénomène au-to-entretenu ne semble avoir laissé comme perspective à tous que la volonté d'ascension dans l'échelle des revenus et des pouvoirs, la poussée de chacun vers sa strate sociale immédiatement supérieure et le mépris pour sa strate subalterne [8]. Les attitudes et les comportements de la minorité régnante se sont ainsi propagés de façon mimétique dans tous les milieux. La conception si répandue de la liberté comme absence de limites et constitution d'un entre-soi montre bien la fascination exercée par les petits milieux surplombants qui se considèrent affranchis de toutes les règles censées s'appliquer sans faiblesse à leurs subordonnés. Dans ces conditions, les dominants n'ont pas d'ennemis, ils n'ont que des concurrents - qui n'ont d'autre possibilité que s'éliminer entre eux. Telle est l'oligarchie contemporaine, la tendance dominante à laquelle nous allons devoir nous confronter. Il est erroné de penser qu'un « prolétariat » idéalisé sera inéluctablement amené à entrer dans une « juste colère », que la dégradation de la situation entraînera logiquement une réapparition d'une certaine décence : on « réussit » aujourd'hui pour « s'en sortir », ce qui est une manière très directe de signifier que l'ascension hiérarchique reste la voie royale du sauve-qui-peut. En même temps, et contradictoirement, le recours aux « autorités » demeure encore le premier réflexe face à la dégradation continue des conditions de vie pour ceux qui ne peuvent émigrer. Certes, cela n'épuise pas la description des forces sociales actuelles, mais l'oligarchie les conditionne toutes - l'ignorer, c'est s'y livrer pieds et poings liés.

L'oligarchie, tous contre ou tout contre ?

Finalement, ce que l'utilisation récente du terme d'oligarchie signifie, c'est la défiance grandissante du peuple envers ses élites au fur et à mesure qu'il comprend que le contrat social - où l'apathie politique se payait en perspective de consommation accrue - est rompu. Mais ce que la réalité de l'oligarchie décrit précisément, c'est la disparition, largement signalée depuis une cinquantaine d'années, du conflit social tel que l'avait connu l'Occident depuis deux, sinon six siècles. Ce chassé-croisé inédit semble annoncer une reprise du cours sinueux de l'Histoire. Il semble surtout annoncer la fin de la modernité, comprise comme un antagonisme qui secoue régulièrement la société dans son ensemble, qu'il s'agisse de la bourgeoisie mûrissant longuement sous le joug de l'aristocratie, ou du monde ouvrier qui a dessiné un horizon politique sans égal. Si cet aspect de la modernité s'avère n'être qu'une parenthèse dans l'histoire de l'humanité, il nous faut alors aujourd'hui renouer avec des catégories antiques de pensée politique et des mécanismes mémoriaux, mais dans un contexte fondamentalement différent. Cela en dit long sur l'ampleur de la régression et l'épuisement de la créativité historique [9].

Révoltes prévisibles et autonomie possible

C'est bien tout l'enjeu de la période qui s'ouvre, du sens de la défiance vis-à-vis des « gouvernants », l'ambivalence des émeutes de la jeunesse anglaise ou chilienne, étudiante ou populaire, des soulèvements arabes, des rassemblements et occupations américains, burkinabés, espagnols, grecs ou israéliens, et des mouvements qui se multiplieront dans l'avenir au rythme des mesures d'austérité imposées. Difficile de ne pas y voir une réaction quasiment psychodramatique au rétrécissement de l'horizon d'abondance, de protection et d'apathie, ce « niveau de

vie » qui aimait les choix existentiels depuis la fin de l'idéologie du Progrès. Face aux promesses non tenues de l'ordre actuel, et qui organisaient jusqu'ici sa relative stabilité et son extension, les crispations iront croissant et leurs formes sont largement imprévisibles. La colère des couches moyennes en voie de déclassement brutal et des classes paupérisées abandonnées à elles-mêmes pourrait très bien prendre des formes qu'on a cru oubliées, d'autant plus facilement que les doctrines « de gauche » n'ont depuis longtemps plus rien à voir avec la simple réalité populaire. La désorientation idéologique, l'insignifiance contemporaine et un bref regard vers l'histoire passée, lointaine ou récente, doivent faire admettre comme inévitables une succession d'émeutes et de pillages nihilistes, la montée des extrêmes droites dans toutes leurs variantes locales de fétichisme idéologisé de « l'origine » ou de la « pureté », nationale, religieuse ou ethnique, et l'émergence de mouvements prophétiques plus ou moins délirants.

Il existe dans ces sinistres tendances une volonté confuse de rompre avec l'univers mental qui domine aujourd'hui la planète, et sans doute est-ce la même qui pourrait amener la possibilité de l'instauration de régimes démocratiques, égalitaires et sobres. La question « quelle société voulons-nous ? » va devoir à nouveau polariser les réactions populaires à venir en servant de ligne de démarcation, comme elle le fut avant d'être neutralisée successivement par le déterminisme historique, l'antitotalitarisme conservateur, le catastrophisme spectaculaire et, plus que tout, la réalisation capitaliste de l'abondance matérielle. Bien entendu, elle ne peut que rester ouverte, mais elle ne pourra que se poser pratiquement, comme elle le fut par le passé et comme elle le restera, tant qu'il y aura de l'histoire. Et il ne s'agit pas, ou si peu, de débats intellectuels, de choix politiques, d'options culturelles qu'il suffirait de soupeser pour trancher collectivement, fût-ce en assemblées générales : ce qui est en jeu ici, ce sont des modes comportementaux profondément enracinés dans la personnalité et qu'on peut aisément qualifier d'anthropologiques.

Des transformations anthropologiques

Ce qui est requis aujourd'hui va au-delà de simples décisions explicites, et même au-delà de simples habitudes à perdre, de réflexes à changer, d'attitudes à bouleverser, de gestes quotidiens à repenser - sans en faire l'économie. C'est la formation de l'être humain tel que les sociétés contemporaines le façonnent, au plus profond de son intimité, qui est à altérer essentiellement. A chaque société particulière correspond un individu particulier, et réciproquement. Évidence perpétuellement oubliée par nos républicains, libéraux et gauchistes, qui rêvent de personnalités malléables et façonnables, avec les résultats que l'on a vu à l'Est comme à l'Ouest. Banalité que redécouvrent les peuples en lutte, qui constatent que le népotisme comme le chacun-pour-soi, la religiosité comme le désir d'autorité, l'image de soi comme la relation à la collectivité ne s'altèrent pas du jour au lendemain, la nuit fut-elle celle des barricades victorieuses. Le cas tunisien - et plus largement arabe - est évident, et c'est également ce à quoi se mesurent explicitement les Grecs propageant et pratiquant la démocratie directe sur la place *Syntagma* : il ne suffit pas de se déclarer assemblée souveraine pour que s'évanouissent le narcissisme, l'irresponsabilité, le ressentiment et le conformisme national d'une société grecque qui vivait sous perfusions économique, politique et culturelle. Certes, on ne fera pas sans. Mais partout dans le monde, le risque est grand que les tentatives d'auto-organisation ne soient vécues que comme des pis-aller palliant l'absence de l'État, et que les poses « radicales » ne servent in fine qu'à le rappeler à son rôle tutélaire - comme il a été largement d'usage jusqu'à présent, y compris et surtout dans les milieux gauchistes, notamment ceux qui noyautaient les assemblées et commissions athéniennes.

Des tentatives de descriptions de l'homme contemporain occidental ont été faites ailleurs. Contentons-nous d'en pointer quelques éléments marquants en commençant par ce qui a été appelé la contradiction fondamentale du capitalisme [10] : la bureaucratie capitaliste cherchait à soumettre une masse d'exécutants en lui imposant des directives soi-disant rationnelles - auxquelles les premiers concernés devaient perpétuellement désobéir pour en atteindre les objectifs. L'auto-organisation des gens quotidiennement en lutte contre des directions absurdes permettait alors d'espérer en un dépassement des grandes divisions économiques, sociales et politiques. Mais une myriade de transformations sont venues bousculer ce schéma vertical, rationaliste et conflictuel, notamment sous les coups portés par la « contre-culture » des années 60, pour dessiner des organisations réticulaires,

mana-gérales et contractuelles [11] : les contradictions profondes entre le fantasme de contrôle et la réalité humaine ont été intériorisées par l'individu, chargé de devancer et de régler par lui-même les impasses de fonctionnement. Passé du terrain social à l'espace mental, le conflit interne à nos sociétés a formé une personnalité douloureusement clivée et instable, se comportant comme un survivant constamment en manque dont certains traits ont déjà été décrits [12] : perception de la collectivité comme une contrainte de moins en moins tolérable avec laquelle il faut éviter toute réelle dissidence ; conformité insatiable à l'attente supposée du regard d'autrui couplée à la recherche avide de l'originalité pour elle-même ; dépression généralisée supportée en sur-investissant les multiples prothèses technologiques sans cesse en renouvellement ; présent perpétuel et vide d'où l'on ne s'échappe qu'à travers la multiplication des mondes virtuels ; etc. Tous ces éléments peuvent se ramener à une tentative d'échapper à la mortalité non plus dans la religion, devenue sparadrap caractériel, mais dans l'accumulation, la consommation, le divertissement et, fait nouveau, leur concentration dans l'infini apparent des univers « immatériels » numériques. Ce désir d'illimité, d'illimitation, placé aujourd'hui dans le pouvoir, les biens, les relations, mais aussi dans la quête permanente de re-connaissance et de sécurité, est aujourd'hui menacé et, à terme, condamné. Ce que dessinait la société occidentale était bien cet univers sans bornes, où l'opulence à portée de main constituait un infini terrestre, alimentant un manque plus invivable encore chez ceux qui y accédaient à volonté que chez ceux qui manquaient de tout. C'est dire la panique anthropologique qui risque de parcourir le monde devant le surgissement de la finitude que nous vivons, tant à l'échelle des ressources de la planète qu'à celle de la socialité la plus élémentaire. Et si les inévitables démarches de réappropriation de postures millénaires prennent la forme d'un retour forcé des limitations extérieures, hétéronomes et massivement religieuses, elles pourraient aussi amener à une reconquête d'un bon sens qui se décline en autant de valeurs d'hospitalité, d'entraide, de solidarité et de convivialité. C'est dire, aussi, la maturité exigée pour l'établissement d'une démocratie véritable, qu'on pourrait caractériser comme le régime de l'auto-limitation individuelle et collective, et pour l'investissement d'activités autonomes où l'homme créateur puisse rendre l'humanité reçue de ses prédécesseurs anonymes, avant de sombrer lui-même dans l'oubli.

Considérer lucidement l'avenir

On voit que le terme d'oligarchie ne sert en rien à affronter l'époque s'il élude la gravité de la situation, la profondeur des changements à effectuer et s'il ne permet que de dessiner un exutoire, qui pourrait d'ailleurs rapidement dérapier. Ici encore se rejoignent, dans une posture religieuse, ceux qui attendent l'incarnation d'une Providence qui saura restaurer les promesses d'un monde qui s'estompe, comme ceux qui confondent l'aube et le crépuscule en entonnant l'air du chaos purificateur. Car en même temps qu'un projet d'autonomie qui remonte jusqu'aux racines de la Renaissance, ce qui semble disparu se trouve également être les conditions matérielles de la prospérité du mode de développement occidental : l'épuisement programmé des ressources énergétiques fossiles, des richesses génétiques et des agro-écosystèmes productifs, conjugué à une montée démographique et migratoire mondiale, les uns comme les autres étant à la fois causes et conséquences des impacts multiples et imprévisibles sur les grands et petits cycles régulateurs, tant climatiques qu'épidémiologiques ou agricoles. Il semble clair qu'à moyen terme, le terrain « écologique » s'avèrera le support le plus efficace des dominants pour terroriser et contrôler les peuples, en faisant valoir, à raison, que l'accélération des transformations de la biosphère est la conséquence de l'adhésion des populations mondiales à un type de société incarné dans un mode de vie. Toute tentative pour restaurer un Etat-providence ne pourra, de ce fait, durer qu'un temps et l'éviction d'une oligarchie renouant avec une véritable répression armée impose d'autres postures que revendicatives. « Dégager » l'élite en place est évidemment un préalable indispensable pour affronter clairement ces problèmes titanesques, mais ne les résoudra pas : les peuples auront alors à habiter un monde sur un mode inconnu depuis des générations, sinon radicalement nouveau, puisque se poseront des questions matérielles considérées comme élémentaires, notamment alimentaires, sanitaires ou énergétiques. La ligne occidentale sur laquelle s'aligne le monde entier se brise sous nos yeux, et cette situation dépasse de loin toute considération « révolutionnaire ». Beaucoup en sont restés à la « réappropriation des moyens de production » sans s'être apparemment rendus compte que l'ère industrielle est close de multiples façons, ni que les techniques mêmes les plus élémentaires déterminaient les rapports sociaux. C'est dire combien nous sommes démunis face aux chocs qui résonnent aujourd'hui, et combien la lucidité sur les évolutions en cours doit demeurer le critère premier de toute initiative.

Vers la démocratie directe...

On trouvera toutes ces considérations bien sombres. Elles ne font pour-tant que rassembler des éléments habituellement épars et que chacun tient, par-devers soi, couramment pour acquis. Rompre avec cette *pensée éclatée* qui caractérise la mentalité contemporaine, et nous donner les moyens de ne verser ni dans le déni, ni dans le catastrophisme, ni dans le messianisme, nous semble être le premier enjeu des événements à venir. Cela ne se fera qu'à certaines conditions, qui incluent la redécouverte des attitudes anthropologiques ancestrales qui peuvent constituer le terreau de toute démarche autonome, ou la capacité de tirer les leçons des expériences de luttes populaires, y compris internationales. C'est bien ce que, ce printemps, des dizaines de milliers de Grecs (et, dans une moindre mesure, d'Espagnols) ont esquissé, malgré leurs limites importantes et incontables, retrouvant dans la lutte ce à quoi certains appelaient depuis bien long-temps : la reconstitution d'un peuple digne de ce nom sur toutes les places publiques du pays ; la libération de la parole dans des assemblées capables d'accueillir autant les épanchements existentiels que les propositions politiques ; la mise en place de procédures populaires démocratiques, compréhensibles et respectées, dessinant en puissance un régime de démocratie directe ; le lancement de réflexions collectives quittant la posture revendicative pour entrelacer la vie quotidienne, la possibilité d'autres sociétés et la maîtrise des mécanismes géopolitiques ; l'affirmation d'une contre-société à l'identité articulée à une volonté internationaliste ; la vigilance permanente face aux tentatives de manipulations gauchistes et aux forces de division ou d'écrasement.

Ces éléments d'une réinvention du projet d'autonomie, à leur tour, ne sont pas un Salut, et ceux qui le croiraient s'exposent à des désillusions : la démocratie directe représente, pour nous, le seul moyen d'apporter des réponses face aux inévitables transformations à venir. Et cela ne pourra se faire qu'à condition de ne pas céder aux illusions d'un quelconque aménagement des logiques capitalistes et oligarchiques : l'irruption et le relatif succès des assemblées grecques ne sont pas exempts de telles ambivalences. Celles-ci ne pourront être levées que dans une pratique de la démocratie directe qui prononcerait dans les actes une rupture claire et volontaire avec le monde tel que nous le connaissons. C'est de ce point de vue qu'il faut, sans doute, comprendre à la fois le surgissement et les limites d'un tel mouvement : la juxtaposition d'une conscience intuitive que les crises actuelles s'enracinent loin dans l'histoire et d'une complexité qui demeure à poser d'autres bases. Ce saut vers l'inconnu ne pourra s'inscrire que dans une durée suffisamment longue pour permettre le long mûrissement propre à l'auto-éducation des peuples, alors même que la situation tend à se précipiter. Il y a, surtout, à résister aux sirènes de la peur, du n'importe quoi et de l'autoritarisme. Ce que chacun peut faire en ce sens est aujourd'hui plus précieux que quoi que ce soit d'autre. Emporté dans le tourbillon d'une histoire qui, plus que jamais, sera celle des peuples, le sentiment de dérisoire face à nos actes est sans doute le premier des mythes à dissiper.

[1] Voir nos brochures n°17 & 17bis, *Les soulèvements arabes face au vide occidental*, avril - mai 2011, disponibles en librairies de la région parisienne et sur notre site www.magmaw-eb.fr, rubrique Nos textes > Brochures.

[2] Slogan d'un « indigné » israélien campant sur le Boulevard Rothschild à Tel-Aviv, lors du « mouvement des tentes » qui a secoué le pays en juillet.

[3] Christopher Lasch, 1995 ; « La révolte des élites », *Climats*, 1996. On notera que si l'auteur s'inquiète de la « trahison de la démocratie » par les élites, c'est dans le sens d'un abandon par celles-ci des valeurs des régimes parlementaires des « démocraties » représentatives, telles qu'elles se sont graduellement formées depuis les années 1920, soit une « sociale-démocratie » qui essayait de restreindre jusqu'à un certain niveau les inégalités inhérentes au capitalisme.

[4] Sur le bourgeois en tant que type anthropologique (qui ne saurait donc être réduit au simple détenteur de capitaux), on consultera l'ouvrage magistral de W. Sombart, *Le bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne* (1912), trad. par S. Jankélévitch, Paris, Payot, 1966 (disponible sur le lien <http://gesd-free.fr/sombourg.pdf>).

[5] On lira sur cette question, entre autres écrits de G. Fargette, « 2007 : L'oligarchie s'affirme », Bulletin « Le crépuscule du XXe siècle », n° 18 - 19 - 20, mai 2008, ainsi que « La crise économique comme régime durable », id. n°21, novembre 2009, disponibles sur le site.

[6] Cf. notre tract du 1^e mai 2009 ; « Crise économique et transformation sociale », disponible sur le site.

[7] La fameuse distinction entre classe en soi et classe pour soi, que dresse Marx aux dernières pages de la *Misère de la philosophie*, et systématisée ultérieurement par N. Boukharine, montre que l'existence d'une conscience politique radicale se crée « dans la lutte » où « cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même ». Les excellentes analyses d'E. P. Thompson (cf. son ouvrage *La formation de la classe ouvrière anglaise*), ainsi que sa polémique contre L. Althusser, montrent bien que la classe n'est pas une structure fixe mais plutôt un devenir, lié aux conditions sociales-historiques propres à l'époque sous lesquelles elle se forme.

[8] On lira à ce sujet le très incisif livre d'Eric Maurin *Le ghetto français - Enquête sur le séparatisme social*, 2004, Seuil.

[9] Sur ces points appliqués au mouvement français contre la réforme des retraites en 2010, voir notre brochure n°16 *Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins*, mars 2011.

[10] Cf. C. Castoriadis 1961 ; « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne », disponible sur le site.

[11] On lira par exemple L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard 1999 ; R. Sennett *La culture du nouveau capitalisme*, Hachette 2008 ou encore Vincent de Gaulejac, *La société malade de la gestion : idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Seuil 2009

[12] On lira par exemple le devenu classique C. Dejours *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale* Seuil 1998, et surtout C. Lasch *Le Moi assiégé : essai sur l'érosion de la personnalité* Climats 2008. Quelques éléments étaient repris dans *Octobre 2010*, op.cit.